



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MAPA/PI/CART2024-10

**Élaborations des cartes d'évolution du trait de côte dans le cadre
de loi Climat et Résilience pour le compte de la commune de
Deshaies**

COMMUNE DE DESHAIES

Mairie 238

Boulevard des Poissonniers

97 126 DESHAIES

SOMMAIRE

Table des matières

1 - Objet et étendue de la consultation	3
1.1 – Objet	3
1.2 - Décomposition du contrat	3
2 - Pièces contractuelles	3
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	4
5 - Protection des données à caractère personnel	4
6 - Durée et délais d'exécution du marché.....	4
8 - Prix.....	5
8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	5
8.2 - Modalités de variation des prix	5
9 - Garanties Financières	5
10 - Avance.....	6
10.1 - Conditions de versement et de remboursement	6
10.2 - Garanties financières de l'avance	6
11 - Modalités de règlement des acomptes.....	6
11.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	6
11.2 - Pourcentage de rémunération par élément	6
11.3 - Présentation des demandes de paiement	6
11.4 - Délai global de paiement	7
11.5 - Paiement des cotraitants	7
11.6 - Paiement des sous-traitants	7
13 - Conditions d'exécution des prestations	7
13.1 – Missions à réaliser	8
13.2 - Présentation des livrables	8
13.2 - Organisation des COPIL	9
13.3 - Arrêt de l'exécution des prestations	9
13.4 - Achèvement de la prestation	9
13.5 - Documents à fournir après exécution	9
14 - Développement durable.....	9
15 – Constatation de l'exécution des prestations.....	9
15.1 - Vérifications	9
15.2 - Décision après vérification	9
16 – Droit de propriété industrielle et intellectuelle	10
17 - Pénalités.....	10
17.1 - Pénalités de retard	10
17.2 - Pénalité pour travail dissimulé	10
17.3 - Autres pénalités spécifiques	10
18 - Assurances	10
19 - Clause de réexamen	11
20 - Résiliation du contrat	11
20.1 - Conditions de résiliation	11
20.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	12
21 - Règlement des litiges et langues.....	12
22 - Dérogations.....	12

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 – Objet

La présente consultation concerne l'élaboration des cartes d'évolution du trait de côte dans le cadre de loi Climat et Résilience a pour le compte de la commune de Deshaies.

Lieux d'exécutions :

Commune de Deshaies (97126)

1.2 - Décomposition du contrat

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots pour des raisons d'interopérabilité et liées à la propriété intellectuelle

1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le CCAG de prestations intellectuelles (CCAG-PI)
- Mémoire technique/ Note méthodologique
- Proposition tarifaire détaillée, en complément le DPGF
- Planning de réalisation des missions

3.7 - Sous-traitance

Le prestataire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour les prestations supérieures à 600€ HT. Le prestataire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement, conformément aux articles R.2192-22 et R.2192-23 du code de la commande publique et au CCAG applicable à la présente consultation.

À cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance annexé à la présente lettre de commande, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial ainsi que :

- les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant,
 - 2 attestations datant de moins de 6 mois prouvant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contribution sociales) auprès de l'Urssaf, au 31 décembre de l'année précédente et du paiement des impôts et taxes au Trésor public.
- En cours d'exécution du marché, le prestataire produira également une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances, lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Après acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une caution personnelle et

solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus. La non production de cette caution emportera, dans les conditions définies dans ce document à l'article qui y est relatif, résiliation du marché.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies au CCAG applicable à la présente consultation.

Notamment, le pouvoir adjudicateur notifiera à chaque sous-traitant concerné, la copie de l'acte spécial après signature.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques du prestataire.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-PI

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

6 - Durée et délais d'exécution du marché

Le marché a une durée de 24 mois à compter de la date de notification du contrat.

Il pourra également prendre fin prématurément au parfait achèvement du projet.

Au-delà du terme initial, et pour tenir compte d'exceptionnels aléas de gestion, un avenant de prolongation pourra être rédigé.

L'exécution des travaux débute à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage.

Le soumissionnaire devra indiquer dans l'acte d'engagement :

- le délai d'exécution pour l'ensemble des travaux

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13 du CCAG-PI.

7.3 – Modifications apportées au projet

Par dérogation à l'article 23 du CCAG-PI les modalités suivantes s'appliquent pour toutes demandes de modifications du marché public.

Modifications proposées par le titulaire du marché public :

Toutes propositions de modification du projet par rapport aux pièces contractuelles, devront être adressées au maître d'ouvrage.

8 - Prix

8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées à prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des prestations décrites dans le CCTP, les livrables, ainsi que toutes charges administratives (carburants, consommables, assurances, frais généraux, etc.), salariales, fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations objet du marché ; ainsi que tout autre frais afférent normalement prévisible nécessaires à l'exécution des prestations (déplacements, réunions, etc.) et toute charge nouvelle et accessoire résultant d'un texte législatif ou réglementaire (loi, décret, arrêté) et dont la création interviendrait postérieurement à la date à laquelle est arrêté le prix convenu.

Les prix incluent notamment :

- Le temps passé sur le terrain par le prestataire
- Le temps passé dans les locaux du maître d'ouvrage (réunions)
- Les frais de déplacement
- Les frais liés à la mise en sécurité du personnel pendant l'exécution des prestations

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé et celles liées au plan de prévention, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé et celles liées au plan de prévention, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

8.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont réputés fermes.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois d'octobre **2024** ; ce mois est appelé « mois zéro »

L'actualisation est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient d'actualisation (C) donné par la formule suivante :

$$C = \text{ICHT-TS (m-3)} / \text{ICHT-TS (0)}$$

Dans laquelle :

I0 : valeur de l'index du « mois zéro »

Im-3 : valeur de l'index du mois antérieur de 3 mois, au mois « m » correspondant à la date de début des prestations

Les prix de chaque tranche optionnelle sont actualisés dans les mêmes conditions.

Le coefficient d'actualisation est arrondi au millième supérieur.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'indice

« ICHT-TS - Indice 001565195 - ICHT-M - Salaires, revenus et charges sociales - Coût de la main d'œuvre et du travail - Indices du coût horaire du travail révisé - Tous salariés (ICHTrev-TS) - Indices mensuels - Activités spécialisées, scientifiques et techniques »

9 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

10 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG-PI

10.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0%.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

10.2 - Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,0 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

11 - Modalités de règlement des acomptes

11.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-PI

11.2 - Pourcentage de rémunération par élément

Les pourcentages de chaque mission seront précisés par chaque candidat en annexe de l'acte d'engagement.

11.3 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

Identifiant de la structure publique (SIRET) : 219 711 116 00018

La facturation est établie après service fait.

Les demandes de paiement seront effectuées selon les règles de la comptabilité publique, et seront réglées par virement bancaire, sur présentation d'une facture originale accompagnées de toutes les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date d'horodatage de la facture par le portail de facturation Chorus Pro.

Le règlement des factures se fera par mandat administratif, selon la réglementation en vigueur, sur le compte indiqué sur le RIB transmis par le prestataire.

En cas de changement de relevé d'identité bancaire ou postal en cours d'exécution du marché, le prestataire s'engage à en informer le pouvoir adjudicateur par courrier auquel sera joint le nouveau relevé.

En cas de groupement, les entreprises composant ce dernier s'engagent expressément à ouvrir un compte bancaire ou postal au nom du groupement.

Après notification du marché, lesdites entreprises devront adresser un courrier RAR signé par l'ensemble des représentants dûment habilités des entreprises membres du groupement demandant le paiement des prestations effectuées sur le compte du groupement. Il convient de joindre un RIB ou RIP dudit groupement.

11.4 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

11.5 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

11.6 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

13 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse de livraison :

Commune de Deshaies (97126

97 126 DESHAIES

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification par le biais du profil d'acheteur d'une décision, observation ou information faisant courir un délai n'est pas prévue.

13.1 – Missions à réaliser

Les missions à réaliser, conformément au CCTP sont :

- Le recueil d'informations et synthèse du fonctionnement du littoral
- L'étude de projection du trait de côte et définition des scénarios
- Réalisation de cartographie des scénarios
- Finalisation de proposition de zones

13.2 - Présentation des livrables

Pour chaque phase, les livrables seront remis, dans un délai de 3 semaines préalable à sa présentation en réunion COPIL et selon le format WORD :

Phase	Désignation	Délai de remise des livrables	Format
Phase 1	- Rapport d'analyse des données disponibles - Synthèse du fonctionnement hydro-sédimentaire du littoral	6 mois	WORD
Phase 2	- Etudes technique sur les composantes du recul du trait de côte dans le périmètre d'étude - Proposition de scénarios	4 mois	WORD
Phase 3	- Carte des scénarios retenus aux horizons 30 et 100 ans et justifications	4 mois	WORD
Phase 4	- Rapport d'études, couches SIG et cartes exploitables des zones (0-30 et 30-100)	4 mois	WORD

Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

- 1er livrable : date du début d'exécution des prestations.
- Livrables suivants : date de notification au maître d'œuvre de la décision de réception du livrable précédente prise par le maître d'ouvrage.

Pour chaque phase, la décision par le maître d'ouvrage d'admettre, avec ou sans observations, d'ajourner, d'admettre avec réfaction ou de rejeter les documents d'études doit intervenir avant l'expiration des délais suivants :

Phase	Désignation	Délai
Phase 1	- Rapport d'analyse des données disponibles - Synthèse du fonctionnement hydro-sédimentaire du littoral	30 jours
Phase 2	- Etudes technique sur les composantes du recul du trait de côte dans le périmètre d'étude - Proposition de scénarios	30 jours
Phase 3	- Carte des scénarios retenus aux horizons 30 et 100 ans et justifications	30 jours
Phase 4	- Rapport d'études, couches SIG et cartes exploitables des zones (0-30 et 30-100)	30 jours

Ces délais courent à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise du livrable précédent par le maître d'œuvre.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans ces délais ou si le maître d'ouvrage décide de notifier le démarrage de l'élément de mission suivant, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 21 deuxième alinéa du CCAG-PI.

L'admission tacite ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

13.2 - Organisation des COPIL

Le prestataire organise et dirige les réunions de la phase de commencement jusqu' à la phase 4

Fréquence des réunions :

1 COPIL de lancement

Phase 1 : 1 COPIL de présentation des résultats de la phase 1

Phase 2 : 1 COPIL de présentation de principaux résultats des études techniques

Phase 3 : 1 COPIL de présentation des cartes des scénarios

Phase 4 : 1 COPIL de validation finale de la carte locale d'exposition et du rapport le justifiant

Le prestataire rédige et diffuse le compte-rendu des COPIL dans les 3 jours ouvrés qui suivent la réunion.

13.3 - Arrêt de l'exécution des prestations

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du marché, à l'issue de chaque phase du prestataire définie au CCAP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

13.4 - Achèvement de la prestation

Le maître d'ouvrage prononce la réception, à l'achèvement de la prestation dans les conditions de l'article 21 du CCAG-PI Cette décision constate que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

13.5 - Documents à fournir après exécution

Le soumissionnaire s'engage à produire dans les délais impartis l'ensemble des documents et livrables mentionnés au CCTP.

14 - Développement durable

Le prestataire devra prendre en compte les préoccupations environnementales au titre de sa mission ; l'aménagement proposé devra s'inscrire dans une démarche environnementale.

15 – Constatation de l'exécution des prestations

15.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes :

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI la ville dispose d'un délai d'un mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-PI la ville n'est pas tenue d'informer le titulaire des jours et heures fixées pour les opérations de vérifications.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-PI le titulaire n'est pas tenu d'être présent ou représenté lors de ces opérations de vérifications.

Les dispositions des articles 28.1 à 28.4 du CCAG seront applicables au présent marché.

Les vérifications seront effectuées par **le service Urbanisme de la commune de Deshaies**

15.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions suivantes :

Par dérogation à l'article 29.2.1 du CCAG-PI lorsque la ville estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à la ville les prestations mises au point, dans un délai qui ne saurait excéder 10 jours.

Par dérogation à l'article 29.2.1 du CCAG-PI le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de 3 jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement.

En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'acheteur a le choix de prononcer l'admission des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans un délai de 10 jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de 3 jours ci-dessus mentionné.

Le silence gardé par l'acheteur au-delà de ce délai de 10 jours vaut décision de rejet des prestations.

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG-PI si le titulaire ne présente pas d'observations dans les 3 jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de 10 jours pour lui notifier une nouvelle décision.

Les autres dispositions de l'article 29 du CCAG-PI s'appliquent pleinement dans le cadre du présent marché.

16 – Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Conformément à l'article 24 du CCAG-PI les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une concession au profit du pouvoir adjudicateur. Cette concession vaut pour les seuls besoins découlant de l'objet du marché. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

17 - Pénalités

17.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 200,00 €.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné. Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 8 jours.

Pour chaque phase, en cas de retard du maître d'œuvre dans la présentation des livrables, le maître d'œuvre encourt les pénalités suivantes, 200 € par jour de retard.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

17.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

17.3 - Autres pénalités spécifiques

En cas d'absence aux réunions, du maître d'œuvre sera appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 200,00 € par absence.

18 - Assurances

Conformément aux dispositions de **l'article 9 du CCAG-PI**, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

19 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'une modification au présent marché

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le contrat, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

- le délai d'exécution des prestations,
- les montants,
- le périmètre du marché
- les spécificités techniques en veillant à rester conforme à l'objet du contrat et dans les conditions fixées par le code de la commande publique et le code du travail.
- modification, ajout, suppression de prestations, et autres documents rendu nécessaire à la bonne exécution de l'opération.

Les modifications seront librement négociées entre les parties et actées par voie d'avenant.

20 - Résiliation du contrat

20.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies **aux articles 38 à 45 du CCAG-PI**.

Par dérogation à l'article 38 du CCAG-PI, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

20.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

21 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de la Guadeloupe est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

22 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-PI
- L'article 7.3 du CCAP déroge à l'article 23 du CCAG – PI
- L'article 7.3 du CCAP déroge à l'article 23 du CCAG – PI
- L'article 7.3 du CCAP déroge à l'article 23 du CCAG – PI
- L'article 7.3 du CCAP déroge à l'article 23 du CCAG – PI
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 28.2 du CCAG – PI
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG – PI
- L'article 15.2 du CCAP déroge à l'article 29.2.1 du CCAG – PI
- L'article 15.2 du CCAP déroge à l'article 29.2.2 du CCAG – PI
- L'article 15.2 du CCAP déroge à l'article 29.2.3 du CCAG – PI
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - PI
- L'article 20.1 du CCAP déroge à l'article 38 du CCAG - PI